

## UNE MINORITÉ CONFRONTÉE AUX AGRESSIONS

## Français d'origine chinoise,

**Longtemps restés discrets, les Chinois de France ont fait irruption dans le paysage en organisant une puissante manifestation en septembre 2016 : ils réclamaient plus de protection à la suite de l'agression mortelle d'un des leurs. Une unité qui n'allait pas de soi. À la différence de ses aînés, la deuxième génération veut combattre les préjugés dont elle est victime.**

PAR ZHANG ZHULIN \*

DANS SON BUREAU du huitième étage d'un gratte-ciel de la Défense, près de Paris, M. You Feiran, ingénieur trenanaire, participe activement à des discussions sur WeChat, réseau social fort populaire chez les Chinois. Son groupe d'environ cinq cents membres rassemble étudiants, ingénieurs, commerçants, chercheurs, chefs d'entreprise... qui, dans leur grande majorité, vivent ou ont vécu en France. Et qui bavardent quotidiennement.

En cette matinée du 2 août 2016, une jeune musicienne proteste contre « un groupe de Tibétains croisé à Conflans-Sainte-Honorine [Yvelines], traînant dans des coins de rue autrefois occupés

par des sans-abri. Pourquoi ces idiots [les Français] les entretiennent-ils ? » Dans cette ambiance survoltée, M. You Feiran, lui-même arrivé en France à l'âge de 10 ans, tente de calmer le jeu : « Ces Tibétains sont comme les autres demandeurs d'asile. Des associations s'occupent d'eux. » Peine perdue : certes, lance un autre membre, « la France n'est pas une pouibelle, mais elle a accueilli beaucoup de déchets ». Rencontré un mois plus tard, M. You Feiran relativise cette passe d'armes. Il assure que ce genre de réflexion émane souvent de personnes ayant « subi des injustices ou entendu des propos racistes qui sont assez répandus dans notre société ».

## « Assignation faciale »

TOUT EN aimant parler d'intégration, les dirigeants politiques français noient régulièrement leurs concitoyens d'origine asiatique dans un océan d'idées reçues. Si les premières générations d'immigrés chinois sont restées muettes et continuent à se taire malgré leur souffrance, leurs descendants, qui ne subissent pas la barrière de la langue, ont décidé de réagir. « Il y a une sorte d'assignation faciale dans la société. Les Français voient mon visage et ils m'assignent un rôle, même si aucun mot ne sort de ma bouche. Ils y perçoivent un message et l'interprètent : cet Asiatique est travailleur, il n'aime pas trop parler ni chercher les problèmes », observe M. Wang Rui, diplômé en gestion de l'université Paris-Dauphine et président de l'Association des jeunes Chinois de France.

Pour Wang Simeng, sociologue et spécialiste de la communauté chinoise au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), cette appréciation pourrait être ressentie comme une « discrimination positive », comparée au sort d'autres immigrés, d'emblée soupçonnés des pires intentions. Mais M. Wang Rui ne semble guère sensible à cet « avantage » : « Quand j'étais plus jeune, je voulais acheter de la javel pour me blanchir la peau. » Et d'énumérer les préjugés et propos racistes qu'il a dû affronter tout au long de son enfance.

Puis, dans les années 1970, ont débarqué ceux que l'on a appelés « boat people » : des Teochew, des Chinois du sud du pays (Guangdong), qui avaient fui le communisme en émigrant au Cambodge, au Laos et au Sud-Vietnam, et qui ont quitté la région – comme nombre de Sud-Vietnamiens – à la fin de la guerre avec les États-Unis. Ils se concentrent dans le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris, même si

certain habitent en banlieue. Quand les frontières chinoises s'ouvrent, à partir de 1979, des habitants de Wenzhou rejoignent leurs compatriotes.

Une autre vague est partie du Dongbei, qui regroupe les provinces du Nord-Est (Liaoning, Heilongjiang, Jilin), dans les années 1990-2000, après les restructurations et les licenciements massifs dans l'industrie lourde. Ils se retrouvent dans le quartier de Belleville à Paris. Quant aux grossistes et aux sociétés d'import-export, principalement dirigées par des Wenzhou, le prix de l'immobilier et les difficultés de stationnement les ont poussés en banlieue, et notamment à Aubervilliers, dans des anciens dépôts. Entre 4 000 et 5 000 Chinois y travaillent, dont 30 % sont venus du Dongbei (5).

Leur présence dans le commerce et la confection apparaît souvent comme le signe de la réussite économique de leur communauté : 35 000 commerces de proximité, tels que restaurants, épiceries, fleuristes ou bars-tabacs, seraient détenus par des Chinois de France. On sait moins qu'ils sont bien représentés dans les professions libérales (avocats, architectes...) (6) et aux postes d'encadrement : 27 % des descendants de parents asiatiques appartiennent à la catégorie des cadres, contre 16,7 % pour l'ensemble de la population active française (7).

Enfin, les étudiants chinois ont pris le chemin des universités et des grandes écoles françaises. À la rentrée 2015, ils étaient 28 043 à s'y être inscrits, soit le deuxième groupe d'étudiants étrangers

en France, selon l'Observatoire de la mobilité de Campus France. Certains envisagent de rester, à l'instar de Li Donggu, qui habite une chambre à Montreuil, en banlieue parisienne. Après des études à l'École des beaux-arts de Versailles, il est, à 34 ans, l'un des très rares au sein de la nouvelle génération artistique chinoise à vivre de son art, même modestement. « La vie ici est très simple. Aucune obligation sociale comme en Chine », se réjouit-il. La galerie AZZ, à Paris, l'aide beaucoup. Dirigée par M<sup>me</sup> Li Ziwei et M. Anthony Phuong, un couple de trentenaires d'origine sino-vietnamienne, elle se veut une passerelle entre les cultures asiatique et française : « Nous avons une autre manière de transmettre. Nous mettons l'accent sur des éléments qui pourraient passer inaperçus. »

Toutefois, derrière cette belle façade de réussite sociale et culturelle, plusieurs dizaines de milliers de Chinois travaillent toujours sans papiers, comme petites mains dans la restauration, la confection, la maroquinerie ou le bâtiment, pour des salaires de misère. Difficile de connaître leur nombre exact. En 2005, une étude de Gao Yun et Véronique Poisson évoquait 60 000 clandestins, dont les deux tiers à Paris (8). Sans parler de ceux qui sont contraints à la prostitution (lire l'encadré page 5). Malgré tout, c'est la réussite de la majorité d'entre eux qui domine dans les imaginaires, laissant présumer des poches ou des sacs à main bien garnis – et expliquant les attaques à répétition.

Président de l'Association des commerçants et industriels franco-chinois,

M. Guo Zhimin connaît bien cette violence. À l'époque où il tenait un supermarché asiatique à Belleville, entre 1995 et 2003, il a été frappé par la fréquence des agressions. « Toutes les semaines, il y avait des vols. Mes clientes asiatiques se faisaient arracher leur sac à la sortie de mon supermarché. C'était monnaie courante, se souvient-il. Je me suis plusieurs fois battu avec des voleurs. » M<sup>me</sup> Yang, dont le mari tient une agence de voyages dans le 3<sup>e</sup> arrondissement de la capitale, confesse : « Depuis plusieurs années, j'évite d'aller à Belleville, parce que j'ai peur de me faire voler. Vous pensez peut-être que j'exagère, mais c'est la vérité. »

(1) Ce film de Philippe de Chauveron (2014) raconte l'histoire d'un couple de Français bourgeois catholiques qui voit toutes ses filles épouser des hommes d'origines et de religions différentes.

(2) Le chiffre varie entre 300 000 (selon l'Organisation internationale du travail) et 600 000 (selon certains experts).

(3) Henri Simon, « France : l'immigration chinoise », *Échanges*, n° 121, Paris, été 2007.

(4) Yu-Sion Live, « Les Chinois de Paris : groupes, quartiers et réseaux », dans Antoine Marès et Pierre Milza (sous la dir. de), *Le Paris des étrangers depuis 1945*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1995.

(5) Luc Richard, «... Aubervilliers, après le "miracle chinois" », *Marianne*, Paris, 17 août 2013.

(6) Sandrine Trouvelot, « Immigration : pourquoi les Chinois réussissent mieux que les autres », *Capital*, Paris, 6 décembre 2012.

(7) Cris Beauchemin, Christelle Hamel et Patrick Simon (sous la dir. de), *Trajectoire et origines. Enquête sur la diversité des populations de France*, Institut national d'études démographiques, coll. « Grandes enquêtes », Paris, 2008.

(8) Gao Yun et Véronique Poisson, « Le trafic et l'exploitation des immigrants chinois en France », Bureau international du travail, Genève, mars 2005.

## Les oubliés

**Le 17 février 1917, près de Malte, un sous-marin allemand torpillait le paquebot français « Athos », faisant 754 morts, majoritairement des Chinois. Ces hommes devaient rejoindre un contingent de 140 000 travailleurs de leur pays. Une main-d'œuvre à l'histoire largement méconnue.**

UNE ENQUÊTE DE JORDAN PUILLE \*

« L'ACCÈS des estaminets est interdit aux travailleurs indigènes chinois. » Un murmure de stupéfaction parcourt l'assemblée réunie dans une salle municipale archicombée de Saint-Valéry-sur-Somme quand Ma Li projette l'image de cet arrêté militaire français datant du 31 mars 1917. Quelques minutes plus tôt, cette professeur de l'université du Littoral-Côte d'Opale à Boulogne-sur-Mer montrait l'échange épistolaire entre un fonctionnaire et un élu du Nord chargé d'avoir surpris plusieurs Chinois qui cultivaient leurs légumes sur les pâtures communales.

Ce soir d'octobre 2016, Ma Li répond à l'invitation de la Société d'archéologie et d'histoire. Originnaire de Canton, elle enquête sans relâche depuis son arrivée, en 2003, sur la vie méconnue des 140 000 paysans chinois enrôlés en France, avec 400 interprètes, pendant la première guerre mondiale. Au même moment, l'empire russe en acheminait 200 000, par l'intermédiaire de recruteurs privés, jusqu'aux forêts de Sibérie, aux usines de Moscou, aux mines de charbon de Donetsk ou au chantier du chemin de fer reliant Petrograd (aujourd'hui Saint-Pétersbourg) au port de Mourmansk. Après l'effondrement du régime tsariste, 40 000 d'entre eux environ intégrèrent les forces combattantes de l'Armée rouge.

Ceux qui débarquèrent sur le sol français dès le 24 août 1916 devaient pallier le manque de bras dans les usines et œuvrer dans les bases arrière des armées alliées. Un officier retraité des troupes coloniales, Georges Truplit, fut missionné à Pékin pour dénicher ces travailleurs. Il trouva un interlocuteur auprès de Huimin, une compagnie privée créée par des officiers chinois pour sauvegarder l'apparence de la neutralité du pays dans le conflit, proclamée par le gouvernement d'alors. Truplit fut rapidement suivi par les Britanniques, qui s'appuyèrent sur des pasteurs anglais installés dans les campagnes du Shandong, dans l'est de la Chine : « Ils recevaient une prime de 17 shillings par tête », affirme la chercheuse. L'empire colonial britannique est rodé à cet exercice : entre 1903

et 1910, il a expédié 64 000 travailleurs chinois vers les mines d'or sud-africaines.

Les témoignages que Ma Li recueille en Chine auprès de quarante-cinq familles de descendants de travailleurs viennent compléter les informations distillées par les archives militaires. « Parmi ces Chinois, 88 % étaient des paysans illettrés qui ont subi eux aussi le traumatisme de la guerre. Ils ne parlaient pas beaucoup de leur expérience française, et seuls quelques immigrés ont laissé des notes. Leurs témoignages sont précieux », affirme-t-elle. Et de préciser : « Nous savons qu'ils étaient, pour la grande majorité, originaires de la province du Shandong et âgés de 16 à 40 ans. »

Quarante mille Chinois ont été placés sous autorité française, avec des contrats de cinq ans et un salaire de 5 francs par jour pour l'ouvrier qualifié, négocié par la Confédération générale du travail (CGT). Ils faisaient tourner les usines – comme les ateliers d'artillerie du Creusot –, déchargeaient les bateaux dans les ports de Marseille, du Havre ou de Dunkerque, puis creusaient les tranchées des poilus, dans la Marne, sur le front de l'Est. Cent mille ont travaillé sous commandement britannique avec des contrats de trois ans. Ma Li commente : « Les Anglais étaient les plus pingres. Jamais plus de 1,50 franc par jour, alors que le danger était plus grand. » Soit un dixième du salaire ouvrier français de l'époque.

## Creuser les tranchées, déminer les terres...

Les Chinois au service des forces du Commonwealth entretenaient les routes et les rails de l'arrière-front, mais creusaient aussi les tranchées de la Somme et de l'Artois, et ramassaient les dépouilles de soldats pour les enterrer. Autour de Lens et de la crête de Vimy, dont les Canadiens s'emparèrent en avril 1917, ils ont déminé les terres pour les rendre aux agriculteurs, ont évacués les gravats des villages bombardés pour faciliter le retour des populations – et des éboueurs de guerre, en quelque sorte. Comme l'explique Ma Li, « il était très dangereux de manipuler les obus non explosés. Or ils n'étaient pas payés pour une tâche pareille. Ces munitions étaient alors rassemblées dans des trous, puis recouvertes à la va-vite de ferraille et de terre. C'était leur technique. » Une pratique que nous confirme M. Frédéric Willemet, démineur de la sécurité civile d'Arras. Avec quinze autres policiers, il détecte à pleins textes les dépôts de munitions de la Grande Guerre à travers les Hauts-de-France. « Surtout pendant la récolte des pommes de terre, ou lorsqu'une pelleuse de chantier enfonce son godet un peu trop profondément. Parfois, on retrouve des obus vides mais gravés de dessins asiatiques... Un art lancé par les poilus. »

Si la République de Chine – restée officiellement neutre dans le conflit jusqu'en août 1917 – a accepté un tel transfert de main-d'œuvre, ce n'est pas par bonté d'âme. À l'issue des

## ET AUX STÉRÉOTYPES

## l'affirmation d'une communauté



THOMAS SAUVVIN. – « Beijing Silvermine, A-10660-03 » (Mine d'argent de Pékin), 1985-2005

Cette insécurité a poussé la communauté chinoise à manifester pour la première fois de son histoire, le 20 juin 2010. Des milliers de personnes (8 500 selon la police, 30 000 selon les organisateurs) ont alors marché dans le quartier de Belleville pour protester à la suite d'une agression commise lors d'un banquet de mariage. Un an plus tard, le

19 juin 2011, elles sortaient à nouveau dans la rue pour scander : « La sécurité, c'est un droit », alors que le fils d'un restaurateur chinois était dans le coma après avoir été violenté. Depuis, une brigade spécialisée de terrain (BST) a été créée et a multiplié les patrouilles autour du métro Belleville, à cheval sur les 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements. Et

M. Guo trouve son quartier plus tranquille – même si l'a désormais son commerce à Aubervilliers.

Toutefois, il observe que « la violence d'aujourd'hui est bien plus dangereuse. Avant, les voleurs ne prenaient que les sacs et l'argent ; maintenant, ils frappent d'emblée leurs proies. » En témoigne la

## de la Grande Guerre

deux guerres de l'opium et de la mise à sac du Palais d'été par les troupes britanniques et françaises, entre 1839 et 1860 (1), les grandes puissances étranglent son économie. Elles contrôlent l'exploitation des chemins de fer et de nombreuses usines, coordonnent le prélèvement d'impôts et profitent d'enclaves territoriales comme Tianjin, Canton, Qingdao et Shanghai, sans parler de Hongkong, cédée officiellement à l'Empire britannique en 1842.

À la suite de la révolte des Boxers (1899-1901), qui visait notamment l'occupation étrangère, « on condamna la Chine à payer une indemnité de 67 millions de livres pendant trente-neuf ans », détaille Ma Li. Cet envoi massif de main-d'œuvre vers la France va donc lui permettre de renégocier ce délai, d'obtenir le droit de revoir à la hausse ses tarifs douaniers pour favoriser ses industries, et de décrocher la promesse d'une participation à la conférence de paix. « Celle-ci se tint à Versailles en 1919, mais ne permit pas à la Chine de récupérer le Shandong : la province passa des mains de l'Empire allemand... à celles de l'Empire japonais. Cette cession, insupportable pour les Chinois, aboutit au soulèvement nationaliste du 4 mai. Certains de ses protagonistes fondèrent le Parti communiste chinois deux ans plus tard, en 1921.

En France, la grippe espagnole, le choléra, les exécutions et de nombreux accidents tuèrent 20 000 travailleurs chinois. À Noyelles-sur-Mer, un village à 8 kilomètres de Saint-Valéry-sur-Somme, on visite le plus grand cimetière chinois d'Europe, avec ses 849 stèles blanches ; il a été inauguré en 1921. À cet emplacement aujourd'hui verdoyant s'élevait un vaste camp de transit des Chinois sous commandement britannique. Une fois leur contrat terminé, les survivants rentraient au pays.

Lors d'un séjour au Shandong, Ma Li a découvert que des dizaines de ces travailleurs avaient emmené une fiancée française. « Ils entretenaient des relations avec les Françaises. Certaines offraient leurs services contre l'équivalent d'un mois de salaire. D'autres cherchaient une relation stable auprès d'hommes jugés doux et courageux. Il faut dire que, après la guerre, beaucoup de soldats français démobilisés ont sombré dans l'alcoolisme. » Quelle ne fut pas la surprise de ces migrants quand elles se rendirent compte sur place que leurs compagnons étaient déjà mariés... « Elles se retrouvaient littéralement concubines, et beaucoup allèrent se plaindre à l'ambassade de France. »

Moins de 1 800 travailleurs chinois ont choisi de rester sur le sol français. Tous étaient sous contrat avec l'armée française, qui, contrairement aux Britanniques, leur offrait une possibilité de s'installer. Parmi eux, un certain Tchang Tchong Song, dont l'un des douze enfants est installé à Malakoff (Hauts-de-Seine). « J'ai grandi à La Machine, dans la Nièvre, où mon père s'est fait embaucher comme mineur de charbon. Là-bas, nous étions tous des guesules noirs, on ne se posait pas de questions sur ses origines, et toutes les nationalités coexistaient », raconte M. Gérard Tchang, 74 ans. Ce n'est qu'à l'âge de la retraite qu'il s'est intéressé à son identité chinoise. « Avec ma femme,

mort à Aubervilliers de Zhang Chaolin, ouvrier chinois de 49 ans battu par trois jeunes, qui a donné lieu à un gigantesque rassemblement, le 4 septembre 2016 : 50 000 personnes (15 500 selon la police) – majoritairement des Chinois, mais aussi des Vietnamiens, des Cambodgiens, des Coréens, etc., tous âges et professions confondus – se sont réunies place de la République à Paris, aux cris de « Liberté, égalité, fraternité et sécurité ». Lancée par 64 organisations chinoises et asiatiques, comme l'Association des Chinois résident en France, celle des jeunes Chinois de France ou celle des commerçants, la manifestation a impressionné par le

nombre et la détermination de ses participants, ainsi que par la rigueur de son organisation.

Dès le 13 août 2016, soit le lendemain de la mort de Zhang, une réunion se tenait chez l'avocat Wang Lijie, à Paris. Une poignée de personnes y assistait. « Nous avons décidé de manifester le jour suivant », se souvient M. Wang Rui. Une première manifestation spontanée à Aubervilliers a réuni mille personnes. À la deuxième, le 21 août, le nombre de manifestants était multiplié par quatre. Ces deux mobilisations ont constitué un socle solide pour le mouvement à venir.

## Soupçon d'un soutien de Pékin

UNIS pour riposter, jeunes et anciens n'ont pas toujours les mêmes vues, notamment sur les relations avec les autorités de leur pays d'origine. « Nous, les jeunes, sommes opposés à la décision de faire appel à l'ambassade de Chine », clame M. Wang Rui. Or, pour leurs aînés, il s'agit d'une démarche indispensable. À leurs yeux, certains jeunes ont oublié leurs racines. C'est ainsi que, selon l'un des participants, les officiels chinois ont assisté à toutes les réunions, sauf à la première. Rien de plus normal, estime Wu Changhong, journaliste à *Huarenjia*, journal en mandarin publié à Paris : « Zhang Chaolin était un citoyen chinois. »

Pour contourner l'obstacle de la division, M. Chi Wansheng, président de l'Association des Chinois résident en France – l'organisation communautaire la plus importante et la plus ancienne –, a proposé de répartir les tâches entre les associations. « Cette manière de faire s'est révélée efficace. Sans cela, le rassemblement ne pouvait pas réussir », reconnaît M. Wang Rui. Lui-même s'est vu assigner la communication du mouvement en français, et Wu Changhong la communication en chinois. Ils sont ainsi parvenus à toucher toute la communauté vivant en France.

L'ampleur du défilé a fait naître le soupçon d'un soutien de Pékin. Mais, pour la chercheuse Wang Simeng, elle était simplement due « à la communauté chinoise en France, qui est arrivée à une

certaine maturité ». Les représentants de la deuxième génération, explique-t-elle, ont 30 ans et plus ; ils ont connu les deux manifestations de 2010 et 2011, et ils veulent « être considérés comme pleinement français ». Ils ont profité de l'essor des réseaux sociaux pour communiquer, tout en obtenant l'appui des anciens. Le secret de la réussite.

Certes, le discours uniquement en chinois de M<sup>me</sup> Lu Qinjiang, conseillère à l'ambassade de Chine, a laissé perplexé. Aujourd'hui encore, M. Wang Rui répète que « les jeunes étaient contre cette invitation », dont il pense qu'elle a terni le mouvement. Ils étaient également opposés à tous les discours politiques de dirigeants français.

Wang Simeng assure que si le mouvement s'était produit il y a vingt ans, « l'ambassade de Chine n'y aurait probablement pas assisté, car les diasporas étaient délaissées ». Pour elle, il s'agit d'une récupération politique : « Désormais, la Chine estime que la diaspora compte et qu'elle a un rôle à jouer – un rôle économique ou de communication. » Mais pas sûr que la nouvelle génération, qui se vit française à part entière, soit sur la même longueur d'onde. Ce n'est pas un hasard si, face à l'impressionnante foule massée place de la République, M. Wang Rui répétait dans le micro : « Cette manifestation est à nous, les manifestants ! »

ZHANG ZHULIN.

## À Belleville, plus de mille « marcheuses »

LE PLUS GRAND conflit intercommunautaire chinois est survenu il y a un peu plus de dix ans, entre les Dongbei (Chinois du Nord-Est) et les Wenzhou (Chinois de l'Est). Les premiers, employés comme gardes d'enfants ou comme ouvriers dans les ateliers, se sentaient surexploités par les seconds, et ont vivement protesté. Depuis, les Wenzhou ne les recrutent plus. « Cela pousse les femmes vers la prostitution », constate la chercheuse Wang Simeng.

Tian Jing, jeune Pékinoise diplômée de l'Institut français de presse de l'université Panthéon-Assas, à Paris, évoque une rencontre avec une femme d'une quarantaine d'années au cours de son jogging. « Elle cherchait l'hôpital Saint-Louis. » Et elle s'est mise à raconter sa vie avec un débit de parole impressionnant : « Je suis nououn dans une famille wenzhou, si malfaisante. Je suis aujourd'hui malade, ils ont même refusé que j'aille chez le médecin. Une fois ma dette remboursée, je rentrerai en Chine. Vu ma situation, on m'a suggéré d'être "marcheuse". »

Les « marcheuses », cette communauté délaissée par les Chinois de France, comptent environ 1 200 femmes, âgées en moyenne de 43 ans. Elles sont suivies par le Lotus Bus, un programme spécifique de Médecins du monde. Lors de son lancement, en 2002, moins de 200 femmes ont été reçues. Leur nombre a atteint un pic de 1 300 en 2015. « On voyait 300 femmes par soir, en moyenne. Mais, en 2016, on est tombé aux alentours de 200 », explique M. Tim Leicester, coordinateur du Lotus Bus. La loi de 2016 pénalisant les clients de la prostitution a poussé ces femmes à changer de mode de travail, soit en trouvant refuge sur internet, soit en partant en province, dans des villes dont elles ne connaissent même pas le nom.

Si certains évoquent la colère des riverains contre elles, notamment à Belleville, Naël Marandin, réalisateur du film *La Marcheuse* (2015) et résident du quartier, s'inscrit en faux. « Un habitant a dit que lorsqu'il sort du métro, en rentrant chez lui, sur cent mètres, des femmes le regardent, et ça le dérange. Mais, dans l'espace public à Paris, il y a toujours des femmes qui vous lancent des regards, commente-t-il à propos d'une réunion entre des riverains et des prostituées. Ce qui me gêne, c'est l'hypocrisie qu'il y a autour de cette question. » Beaucoup de Chinois estiment que ces femmes leur font perdre la face et se montrent très durs à leur égard. « Pourquoi des Chinois intimident-ils des Chinois ?, se demande Tian Jing. Pourquoi ne pas les aider, au contraire ? »

Z. Z.

\* Journaliste.

2017 MONDE diplomatique

[FORMATIONS]

**Élu(e) ou salarié(e), militant(e) ou étudiant(e), vous êtes intéressé(e) par les questions internationales ?** Participez aux cycles de formation assurés par des spécialistes et des journalistes de *Monde diplomatique*, pour mieux comprendre le monde et le changer.


## PROCHE-ORIENT

**Crise syrienne, conflit israélo-palestinien, nouveaux acteurs régionaux**

**21, 22, 23, 26, 27 et 28 juin 2017**

Intervenants : Dominique Vidal, Myrjam Benraad, Ziad Majed, Bernard Hourcade, Bertrand Badie et Yannick Lechevallier

Renseignements et inscription : [www.formations.monde-diplomatique.fr](http://www.formations.monde-diplomatique.fr)  
01-40-79-64-71 ou [formations@monde-diplomatique.fr](mailto:formations@monde-diplomatique.fr)  
Possibilités de prise en charge, contactez-nous.  
Tarif préférentiel pour les personnes non prises en charge.

En partenariat avec l'Institut européen des politiques publiques  [www.iepp.fr](http://www.iepp.fr)